

d'assurer le maintien des liens trans-atlantiques et de voir ses priorités prises en compte...

J'aimerais conclure sur trois observations.

D'abord, les politiques que je viens d'exposer visent une Europe en transition. Elles doivent donc évoluer avec celle-ci. Nos politiques, pas plus que l'Europe, ne demeureront statiques.

Ensuite, l'atout extraordinaire que représente notre communauté multiculturelle entraîne certaines responsabilités. Ainsi, à mesure que l'Europe brise les chaînes du passé, les anciennes animosités refont surface, animosités que la répression avait

figées, mais que rend plus dangereuses l'absence de traditions de compromis. Ces animosités peuvent menacer la stabilité sociale même qui sera essentielle au maintien de la démocratie dans ces pays. Les Canadiens — tous les Canadiens — doivent éviter d'attiser l'intolérance. Nous avons aussi la possibilité d'encourager les compromis et les accommodements — la seule voie possible pour les sociétés qui veulent tourner la page et fonder leur avenir sur la démocratie.

Enfin, et c'est là ma troisième observation, ce qui se passe en Europe illustre on ne peut mieux les impératifs de l'interdépendance — entre les pays

et les régions, et entre les problèmes — politiques, militaires et économiques. L'interdépendance est synonyme de possibilités. Elle veut dire aussi défis. Il est impossible aujourd'hui d'échapper à la globalisation du monde.

Notre comportement au pays a des répercussions sur nos intérêts à l'étranger. Et ce que nous faisons à l'étranger détermine notre degré de prospérité et de sécurité sur notre territoire.

Ce n'est pas par caprice, mais par nécessité que nous prenons l'engagement de l'Europe. Nous le faisons pour notre propre bien, pour notre sécurité et pour notre prospérité. ■

Déclaration de Londres sur une Alliance rénovée

Voici le texte de la déclaration publiée par les chefs d'État et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Londres les 5 et 6 juillet.

1. L'Europe est entrée dans une ère nouvelle et prometteuse. Les pays du centre et de l'est du continent secouent leur joug. L'Union soviétique s'est embarquée pour le long voyage qui mène à une société libre. Les murs s'écroulent, qui enfermaient jadis les personnes et les idées. Les peuples d'Europe déterminent leur propre destin. Ils font le choix de la liberté, du libéralisme économique, de la paix. Ils font le choix d'une Europe entière et libre. Il faut donc que notre Alliance s'adapte à la situation, et elle ne manquera pas de le faire.

2. De toutes les alliances défensives que l'Histoire a connues, c'est la nôtre qui s'est le mieux acquittée de sa tâche. Alors même qu'elle entame sa cinquième décennie et qu'un nouveau siècle s'annonce, elle doit continuer d'assurer la défense commune. Notre Alliance a grandement contribué à faire naître la nouvelle Europe. Nul ne peut cependant prédire l'avenir avec certitude. Nous devons rester solidaires, pour que se maintienne cette paix dont nous jouissons depuis quarante ans. Plus que jamais, pourtant, l'Alliance doit susciter le changement. Nous pouvons aider à l'édification des structures d'une Europe plus unie, en mettant au service de la sécurité et de la stabilité la force que nous donne notre

foi commune dans la démocratie, le respect des droits de l'individu et le règlement pacifique des différends. Nous réaffirmons que la sécurité et la stabilité n'ont pas une dimension exclusivement militaire, et nous comptons renforcer l'élément politique de notre Alliance, en vertu de l'article 2 de notre Traité.

3. L'unification de l'Allemagne signifie que nous sommes en train de surmonter la division de l'Europe. Une Allemagne unie, qui aura sa place au sein d'une alliance de démocraties libres, et qui sera associée à l'intégration politique et économique croissante de la Communauté européenne, constituera un facteur indispensable de stabilité au cœur de l'Europe. L'évolution de cette Communauté européenne vers l'union politique, et notamment vers l'affirmation d'une identité européenne dans le domaine de la sécurité, contribuera aussi à renforcer la solidarité atlantique et à établir un ordre pacifique, juste et durable dans l'Europe tout entière.

4. Nous avons conscience de ce que, dans l'Europe nouvelle, la sécurité de chaque État est indissociablement liée à celle de ses voisins. L'OTAN doit devenir une institution où Européens, Canadiens et Américains travaillent ensemble non seulement pour leur défense, mais encore pour la création de nouveaux partenariats avec toutes les nations d'Europe. La Communauté atlantique doit se tourner vers les pays de l'Est, ses anciens adversaires du

temps de la guerre froide, et leur offrir son amitié.

5. Notre Alliance conservera sa nature défensive et, comme par le passé, protégera chaque parcelle du territoire de ses membres. Elle ne nourrit aucune intention agressive, et elle s'engage à privilégier, dans tous les cas, le règlement pacifique des différends. Quelles que soient les circonstances, elle ne sera jamais la première à recourir à la force.

6. Les États membres de l'Alliance de l'Atlantique Nord proposent à ceux de l'Organisation du Traité de Varsovie une déclaration commune dans laquelle nous proclamerions solennellement ne plus être des adversaires et réaffirmerions notre volonté de nous abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, ou d'agir de toute autre manière incompatible avec les buts de la Charte des Nations Unies et avec l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Nous invitons tous les autres États membres de la CSCE à souscrire avec nous à cet engagement de non-agression.

7. Dans cet esprit, et avec le souci de montrer que le rôle politique de l'Alliance évolue, nous invitons aujourd'hui le président Gorbatchev, au nom de l'Union soviétique, et les représentants des autres pays d'Europe centrale et orientale, à prendre la parole devant le Conseil de l'Atlantique Nord à Bruxelles. En même temps, nous